

Parlementaire onderzoekscommissie
belast met het onderzoek naar
mogelijke disfuncties in het
strafrechtelijk onderzoek "Operatie
Kelk"

van

VRIJDAG 21 MAART 2025

Namiddag

Commission d'enquête
parlementaire chargée d'enquêter
sur d'éventuels dysfonctionnements
dans le déroulement de l'enquête
pénale baptisée "Opération Calice"

du

VENDREDI 21 MARS 2025

Après-midi

La réunion publique de commission est ouverte à 13 h 33 et présidée par M. Pierre Jadoul.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 13.33 uur en voorgezeten door de heer Pierre Jadoul.

01 Hoorzitting met de heer Frédéric Van Leeuw, procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel.

01 Audition de M. Frédéric Van Leeuw, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

Le **président**: Rebonjour, collègues. Je vous invite à poursuivre nos travaux. Nous entendons maintenant M. Van Leeuw.

Monsieur Van Leeuw, je vous remercie pour votre présence. Je dois vous rappeler qu'en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 30 juin 1996, la commission d'enquête peut prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle. Elle peut notamment entendre les témoins sous serment.

Avant de vous inviter à prêter serment, je dois attirer votre attention sur le dernier alinéa de l'article 8 de la loi précitée, suivant lequel tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales, peut refuser de témoigner. Cela signifie qu'un témoin a le droit de se taire lorsqu'il pense que sa déclaration publique pourrait être ultérieurement utilisée contre lui dans une procédure pénale.

Je vous rappelle, en outre que, suivant l'article 9 de cette même loi, tout coupable de faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de deux mois à

trois ans et privé de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Enfin, je dois vous rappeler que, suivant l'article 3 de la loi précitée, le secret de vos déclarations n'est pas garanti, sauf s'il s'agit de déclarations faites lors d'une réunion à huis clos et pour laquelle la commission s'est engagée explicitement à respecter le secret. De plus, chaque document que vous remettiez à la commission est susceptible d'être révélé.

Après ces prévisions préliminaires, je vous invite à prêter le serment en levant la main et en prononçant la formule suivante: "Je jure de dire toute la vérité et rien que la vérité".

M. Frédéric Van Leeuw prête serment.

Le **président**: Je vous remercie et je vous invite alors à nous dire en entrée les éléments liés à votre intervention dans le cadre de ce dossier dénommé Calice, de manière à éclairer peut-être au démarrage les membres de la commission qui poseront ensuite leurs questions de compréhension ou de précision.

01.01 Frédéric Van Leeuw: Je vous remercie monsieur le président.

Mijnheer de voorzitter, ik zal hoofdzakelijk Frans spreken. Ik ben uiteraard bereid om iedereen in zijn eigen taal antwoord te geven.

Mesdames et messieurs les parlementaires, les faits d'abus sexuel constituent un traumatisme lourd et insupportable pour les victimes. Le documentaire *Godvergeten*, diffusé au départ par la VRT et ensuite sur la RTBF, en est un douloureux et insupportable rappel. Ce documentaire avait

pour scénario de montrer la souffrance permanente que devaient supporter beaucoup de victimes de tels faits. Je tiens ici à leur témoigner mon profond respect et l'attention constante que nous avons essayé de développer pour toutes les victimes à partir du *meldpunt* du parquet fédéral qui a été amélioré en fonction des années.

Durant toute ma carrière, je me suis battu pour que les victimes soient prises au sérieux dans la procédure sans pour autant fuir mes responsabilités et laisser décider à ma place ou perdre toute objectivité par rapport aux personnes soupçonnées d'infractions. Ce sont souvent les objections que l'on a dans la magistrature lorsque l'on veut se rapprocher des victimes. Je pense que c'est quelque chose que nous avons pu faire au cours des années. J'ai déjà pu faire aussi une audition à la commission parlementaire en matière de terrorisme dans le volet "victimes" pour expliquer comment nous avons développé cela. Montrer la souffrance des victimes – souffrance qu'on ne peut absolument pas s'imaginer –, c'est l'objectif qui a été atteint par le documentaire *Godvergeten*. Sous cet angle, il s'agit indiscutablement d'un document d'utilité publique, mais il s'agit bien d'un documentaire et pas de journalisme. Il s'agit du récit impressionnant et émouvant de 14 victimes connues de M. Devillé et du cabinet d'avocats Van Steenbrugge.

L'autre partie du scénario était que toutes les victimes reprises dans ce dossier qui fait état de faits atroces, auraient été scandaleusement abandonnées par la justice. De mon point de vue, ce scénario-là est plus contestable. Les autres victimes, indiquées aux réalisateurs par le professeur Adriaenssens, n'ont pas été impliquées par les réalisateurs et le parquet fédéral, consulté à l'époque par l'équipe de réalisation, avait un message qui, lui non plus, ne collait pas avec le scénario choisi. Il s'agit selon moi d'options prises par les réalisateurs qui font part d'une certaine opinion et ils sont bien entendu libres de prendre ces opinions. Elles ont mené à des débats et ont mené à ces commissions parlementaires mais cela aurait dû être expliqué clairement au moment de la diffusion des émissions.

Ceci dit, j'ai pris la tête du parquet fédéral en avril 2014. J'avais été désigné à ce mandat par le Conseil supérieur de la Justice à partir du 1^{er} avril et mon mandat a pris effet quelques jours après cette date, lors de ma prestation de serment. La genèse du dossier Calice et la bataille de procédure qui a suivi sont donc antérieures à ma prise de fonctions, en 2010. Je renverrai donc à l'audition des intervenants de l'époque, dont mon

prédécesseur, Johan Delmulle, et la titulaire du dossier, Mme Pellens, par rapport aux éléments précis et aux questions précises que vous auriez à poser sur ces moments-là.

Lorsque j'ai repris ce dossier, mon impression a toutefois été que, si l'on peut dire que ce dossier avait très mal démarré, avait été très mal préparé et dans des conditions un peu étranges, qui furent ensuite sanctionnées par la Cour de cassation, par la suite, tout en respectant le devoir d'objectivité lié à sa mission, le parquet fédéral a mis en place une série de procédures pour que les victimes se sentent écoutées et soutenues. C'est ce que vous a expliqué Mme Pellens. Il s'agissait d'un point d'attention dans mon plan de gestion pour mon premier mandat de procureur fédéral 2014-2019. Tout un chapitre était prévu à cette fin. Depuis septembre 2010, près de 300 victimes ont eu un contact direct avec un magistrat du parquet fédéral. Cette attention n'a fait que se développer par la suite, mais j'y reviendrai.

En 2010, dans l'arrondissement judiciaire de Bruges, l'évêque Roger Vangheluwe est mis en cause. Une série de perquisitions sont menées à Malines, alors ordonnées par le juge d'instruction bruxellois Wim De Troy, dans le cadre du dossier dit Calice, le 20 juin 2010, notamment à l'archevêché. Celles-ci seront jugées par la suite illégales par la chambre des mises en accusation (dans son arrêt du 5 avril 2011) et par la Cour de cassation (dans son arrêt du 3 avril 2012). À la suite de ces événements, le Collège des procureurs généraux a demandé en septembre 2010 au parquet fédéral d'assurer une mission de coordination, eu égard à l'afflux de plaintes relatives à des faits d'abus sexuels commis au sein de l'Église. Depuis lors, le parquet fédéral a assuré cette mission, d'une part, en faisant office de point de contact central pour tous les parquets locaux et, d'autre part, en assurant un point d'accès aisé pour toutes les victimes. Le parquet fédéral est ainsi intervenu comme coordinateur dans 619 dossiers.

Au printemps 2011, il est apparu qu'un traitement correct et efficace des nombreuses dénonciations était difficile sans avoir accès au contenu de l'instruction Calice, qui était encore à ce moment entre les mains du parquet de Bruxelles. En vue d'une bonne administration de la justice, le parquet fédéral a dès lors décidé non plus de coordonner, mais bien de fédéraliser le dossier de M. De Troy et de poursuivre l'instruction avec le même juge d'instruction et la police judiciaire fédérale de Bruxelles. Entre les mois d'août 2010 et décembre 2012, 83 plaintes avec constitution de partie civile ont été déposées dans le cadre du dossier Calice.

Pour un grand nombre de faits qui s'étaient produits dans d'autres arrondissements judiciaires, le juge d'instruction bruxellois lui-même – et je pense qu'il vous l'a expliqué – n'était pas territorialement compétent. Ces faits ont donc systématiquement fait l'objet d'une enquête menée par le parquet local concerné. Dans la plupart des cas, ces dossiers ont été classés pour cause de prescription ou de décès du suspect. Dans quelques cas, des prévenus ont été poursuivis et condamnés.

En accord avec le Collège des procureurs généraux, la politique du parquet fédéral en la matière ainsi que son rôle dans l'enquête sur les abus sexuels et les abstentions coupables au sein de l'Église sont restés inchangés lorsque je suis devenu procureur fédéral en avril 2014.

Nous sommes toujours partis du point de vue que la souffrance des victimes devait être entendue, même si, dans la majorité des cas, les faits dénoncés étaient prescrits ou que les auteurs étaient décédés et l'indignation que cette souffrance provoque est salutaire à tous points de vue, déjà au départ même du dossier.

La justice a le souci constant de s'améliorer et, à ce titre, l'expérience des échanges avec les victimes des abus sexuels au sein de l'Église a aidé le ministère public à améliorer l'approche et l'accompagnement d'autres victimes de faits très graves malheureusement intervenus depuis lors comme lors de la période des attentats, qui correspond malheureusement à la période de 10 ans que j'ai passée à la tête du parquet fédéral, qui a connu plus ou moins 60 victimes du terrorisme que nous commémorons demain et également avec l'avion MH17 abattu par les Russes qui marque le début du conflit en Ukraine.

Lorsque je prends mes fonctions, l'arrêt de la chambre des mises en accusation du 20 mars 2014 est rendu. Cet arrêt confirme l'arrêt précédent de 2012 et conclut entre autres à la restitution des caisses d'archives à l'archevêché.

J'attire l'attention de la commission parlementaire sur le fait que l'arrêt se fait en application des articles 136 et 235 du Code d'instruction criminelle. Contrairement à ce qui est écrit dans le rapport du Conseil supérieur de la Justice, qui confond probablement avec l'article 235*bis* du Code d'instruction criminelle, il n'y a pas de possibilité de cassation directe d'une telle décision. Il faut pour cela attendre la fin de la procédure.

Comme j'ai pris mes fonctions alors que le délai de

cassation de la décision en mars 2014 était en cours, je tenais à relever cette erreur manifeste de droit qui donne à tort une idée qu'une injustice aurait été commise.

Lorsque le CSJ mentionne que "le parquet fédéral décide de ne pas se pourvoir en cassation. Le parquet fédéral ne jugeait pas opportun de se pourvoir en cassation afin de ne pas retarder inutilement la procédure, si bien qu'en l'absence de pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation du 20 mars 2014, la Cour de cassation ne s'est prononcée ni sur la non-convocation de certaines parties à l'audience de la chambre des mises, ni sur la légalité de l'arrêt de la chambre des mises relatif à la restitution des pièces saisies aux clients de Me Keuleneer." Il s'agit d'une erreur de droit, puisque la cassation directe n'est pas possible dans ce cas; ce que j'avais expliqué en long et en large lorsque j'ai été auditionné durant plusieurs heures par la commission du CSJ. Lorsque je lis ces lignes (cf. page 42 du rapport), je constate que deux morceaux de ma déclaration devant le CSJ ont été mélangés: d'une part, les considérations juridiques que je vous ai répétées à propos de l'arrêt de la chambre des mises du 20 mars 2014 et, d'autre part, la philosophie de la politique adoptée pour la gestion de la suite du dossier sous ma direction, à savoir éviter le plus possible les batailles de procédure et essayer d'avancer dans un dossier judiciaire difficile où l'impression, dès le début, était que la justice risquait d'être bloquée par le temps écoulé.

Le président: Monsieur Van Leeuw, je peux peut-être vous demander d'aller un tout petit peu plus lentement, pour les interprètes.

01.02 Frédéric Van Leeuw: Toutes mes excuses pour les interprètes. Est-ce que je dois recommencer une partie?

01.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, ook voor wie niet naar de vertaling luistert en niet-Franstalig is, is het moeilijk om de snelheid van de heer Van Leeuw te volgen.

01.04 Frédéric Van Leeuw: Ik zal proberen een beetje te remmen. Dat is altijd mijn probleem.

Pour moi, une telle erreur est hautement préjudiciable vu l'image que les considérations erronées donnent de la justice. Elle aurait pu être évitée si le CSJ avait appliqué le principe du contradictoire et soumis ses considérations aux réactions de ceux que sa commission avait auditionné pour vérifier si les explications fournies

durant les auditions qui ont duré de longues heures avaient bien été comprises.

Libre, à ce moment-là, aux membres de la commission du CSJ d'encre décider d'écrire ce qu'ils veulent écrire mais lorsqu'on a les missions du CSJ, il me semble évident que ce principe pourtant élémentaire des droits de la défense aurait dû être appliqué. Il en va de même pour cette autre déclaration disant qu'on n'avait pas décelé de pression mais qu'on ne pouvait pas exclure qu'il n'y en ait pas eu. Cela met tous les magistrats impliqués dans ce dossier – et ils furent nombreux – dans la position impossible de devoir prouver qu'ils n'ont effectivement pas été mis sous pression. Il a été extrêmement vexant d'entendre la présidente du CSJ, entre autres, déclarer qu'il a fallu 14 ans pour que les victimes sachent le sort qui serait réservé à leur plainte. J'ajoute, par rapport à ce qui a été dit, qu'effectivement, un juge qui rendrait un jugement en disant que, pour lui, il n'y a pas d'éléments probants, mais qu'il ne peut pas exclure qu'il y en ait quand même quelques-uns, se ferait vite rappeler à ses chères études.

Pour ce qui est de la déclaration de la présidente du CSJ, à savoir qu'il a fallu 14 ans pour que les victimes sachent le sort qui serait réservé à leur plainte, je tiens à dire qu'il a fallu, effectivement, 14 ans pour que la procédure soit terminée. Mais je tiens à attirer votre attention sur le fait que nous avons toujours défendu la position que, dans ce dossier, malheureusement pour les victimes, la plupart des faits étaient prescrits dès le départ et que beaucoup d'auteurs étaient déjà morts au moment du départ du dossier et, en tout cas, au moment du réquisitoire de 2015.

Il ne faut pas mal me comprendre, mon respect est et reste très grand pour le Conseil supérieur de la Justice, que je considère comme une institution indispensable pour le fonctionnement démocratique de notre société. Mais en l'occurrence il y a – et c'est probablement dû aussi à la pression qui a été mise pour rendre ce rapport avant la fin de la législature – quand même certaines remarques à formuler.

Alors, j'anticipe cette question légitime: je n'ai jamais, jamais été approché par qui que ce soit et encore moins été mis sous pression dans ce dossier. La seule chose que je pourrais, à la limite, qualifier de pression – quoique, à la longue, vu les évolutions médiatiques, nous y sommes habitués – ce sont les déclarations souvent erronées faites par certains avocats par presse interposée. Il est en effet très important pour moi – pour tous, d'ailleurs – que les déclarations qui sont faites sur

les différents plateaux de télévision à propos de la manière dont la justice aurait traité ou non certains de ces faits, soient factuellement et juridiquement exactes. Dans un dossier en cours, il est difficile pour les autorités judiciaires de répondre systématiquement aux déclarations faites par presse interposée, sous peine d'exporter le débat sur les plateaux de télévision.

C'est la raison pour laquelle mon office a fait deux communiqués de presse détaillés, en 2015 et en 2023. Je pense qu'ils font partie des communiqués de presse les plus longs que j'ai jamais faits durant mes dix ans à la tête du parquet fédéral.

Au cours des années, nous avons plusieurs fois pris connaissance de plusieurs déclarations dans différents médias. Les qualifications d'"audiences clandestines pour faire disparaître des pièces" ne sont pas correctes; ce que confirme d'ailleurs le CSJ dans son rapport. C'est un bon point pour lui. Dans un cas, en 2010, il y a eu une erreur corrigée par la suite à l'intervention de la Cour de cassation et ayant donné lieu à une nouvelle audience devant la chambre des mises en accusation, où toutes les parties étaient là. Dans le deuxième cas, l'arrêt de la chambre des mises en accusation de 2014, il s'agissait d'une demande pour savoir comment exécuter la décision de la chambre des mises en accusation de 2012, décision qui avait, elle, été rendue contradictoirement.

Nous constatons par ailleurs qu'est systématiquement donnée à certains événements procéduraux, une motivation qui ne correspond pas à celle explicitée dans les différentes décisions judiciaires qui ont émaillé le dossier. Je le déplore aussi. Ces décisions ont été confirmées par plusieurs instances, jusqu'aux plus hautes, qui ont même parfois fait preuve d'une très grande créativité pour permettre, malgré tout, l'exploitation d'informations parfois saisies en violation de la loi. Je souligne l'arrêt de la Cour de cassation qui permet, malgré le fait qu'elle invalide les perquisitions, qu'on exploite les pièces qui avaient déjà été analysées dans les dossiers. Je n'ai pas connaissance d'un autre arrêt de la Cour de cassation qui aille aussi loin. Et je pense que la cour l'a fait, justement, dans l'intérêt des victimes.

Un cas évident que je cite apparaît dans cette fameuse émission *Godvergeten*, lorsqu'on peut constater dans l'émission que l'explication donnée aux victimes sur les raisons de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme, entre autres l'immunité du Pape, ne correspond pas aux motivations de la décision de la Cour qui pointent la façon dont l'avocat a mené la procédure.

Un autre cas est l'arrêt de la chambre des mises en accusation du 29 avril 2021, qui explique de façon très pédagogique qu'il ne s'agit pas d'un délit continu, mais envisage la possibilité d'une connexité entre les différents dossiers pour, provisoirement, ne pas prononcer les non-lieux requis par le parquet fédéral. Malgré cet arrêt très clair, l'avocat a continué à parler sur les plateaux de télévision de *voortgezet misdrijf*, sans évidemment mentionner que la chambre des mises en accusation n'était pas d'accord avec son point de vue.

M^e De Keuleneer a été reçu une seule fois dans mon bureau pour s'enquérir des modalités de restitution des pièces de ses clientes, décidée précédemment et ordonnée par apostille signée par la titulaire du dossier le 20 mars 2014 suite à l'arrêt de la chambre des mises en accusation. Je n'ai pu retrouver la date exacte de ce court entretien. Je puis juste mentionner que le greffe confirme le 8 mai 2014 que les pièces ont été restituées.

Plusieurs pièces initialement saisies en 2010 ont effectivement dû être rendues sur la base de procédures intentées par les différentes parties qui ont, pour ce faire, scrupuleusement respecté les règles en vigueur. Il s'agit par exemple de quelques pièces couvertes par l'immunité diplomatique ou par le secret médical, dont la saisie a été déclarée illégale. De même, en ce qui concerne les éléments trouvés en juin 2010 au palais archiépiscopal de Malines ainsi qu'au domicile et au bureau du cardinal Godfried Danneels, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a déclaré nulles et non avenues les perquisitions qui avaient permis leur saisie.

La Cour de cassation, comme je l'ai dit, a jugé en 2012 et 2013 que ces perquisitions et saisies étaient définitivement annulées par la chambre des mises en accusation de Bruxelles. Mais elle a également estimé que les actes d'instruction qui s'appuyaient sur ces perquisitions et saisies avaient définitivement été déclarés réguliers par la chambre des mises en accusation. C'est l'arrêt dont je vous ai parlé tout à l'heure.

Dès lors, tous les documents que le greffe devait restituer sur ordre de la cour d'appel à la suite d'une procédure du conseil de la Conférence épiscopale, ont bien été examinés par les enquêteurs. Leur analyse approfondie a fait l'objet de procès-verbaux qui figurent dans le dossier d'instruction. Il suffit, mais il est également nécessaire, de consulter le dossier pour s'en rendre compte.

Malgré l'accès au dossier qui avait été donné et la copie digitale transmise à la défense en 2015, il semble que l'avocat de certaines des victimes ne s'en est apparemment rendu compte qu'en 2019.

Le parquet fédéral insiste sur le fait qu'en dépit des divers obstacles juridiques, un soin particulier a été accordé, tout au long de l'enquête, à la situation des victimes. Ce dossier est passé dans les mains de nombreux magistrats, tant du parquet que du siège, à tous les niveaux.

Sous ma direction, le parquet fédéral a rédigé des réquisitions finales dans le dossier Calice à trois reprises, en 2015, en 2019 et en 2024.

Suite aux réquisitions de 2015, la chambre du conseil a remis l'affaire *sine die*, le 28 avril 2016, suite au dépôt de plusieurs demandes Franchimont. Nous savons bien que ces demandes peuvent entraîner des retards dans la procédure. Il est important de garantir les droits de la défense, mais il pourrait être utile de réfléchir à des moyens d'assurer ces droits tout en évitant des retards inutiles dans certaines procédures. Je pense qu'il faudrait envisager un délai spécifique pour le dépôt des demandes Franchimont. Cela pourrait être l'une des propositions d'amélioration législative que je pourrais soumettre.

En 2017, trois nouvelles constitutions de partie civile sont faites auprès du juge d'instruction. En réalité, il y en a même quatre, puisqu'il y a aussi une constitution de partie civile de Child Focus, pour un volet tout particulier par rapport aux images pédopornographiques qui auraient été découvertes dans l'ordinateur de monseigneur Vangheluwe, à présent monsieur.

En 2017 également, un nouveau juge d'instruction est désigné, suite au départ à la retraite du précédent magistrat instructeur. Il faut un certain temps à ce nouveau magistrat pour prendre connaissance du dossier.

Le 13 septembre 2019, le dossier est à nouveau communiqué au parquet, qui rend ses réquisitions finales le 20 juillet 2020.

Vu l'ampleur de ce dossier et la charge émotionnelle, la période covid ainsi que l'accompagnement de presque 60 victimes belges des attentats perpétrés en Belgique et à l'étranger depuis 2014, le temps mis par la titulaire de ce dossier pour rendre ses réquisitions n'est, pour moi, pas anormal du tout. Entre-temps, de nouveaux auteurs présumés étaient décédés. Il a donc fallu obtenir leurs actes de décès pour les

joindre au dossier. Par ailleurs, une série de démarches administratives supplémentaires devait être effectuée afin de compléter les réquisitions.

Dans ses réquisitions, le parquet requiert le non-lieu de la majorité des faits à une exception près au départ: le cas d'un prêtre soupçonné d'avoir commis des abus au Brésil, pour lequel aucune victime potentielle n'avait pu témoigner. Dans ce cas, une commission rogatoire internationale s'est rendue au Brésil.

Dans ses trois réquisitoires, le parquet fédéral estimait qu'il ressort de l'exploitation des éléments de l'enquête et des différentes déclarations que certains suspects ont déjà été jugés pour les faits énoncés, que d'autres sont déjà décédés et que tous les autres faits sont prescrits – et qu'ils l'étaient déjà lors de la fédéralisation du dossier en 2010. Notre communication aux victimes a toujours été dans ce sens, même lorsque nous leur avons répondu personnellement. Nous avons essayé d'être honnêtes avec elles. Ces réquisitions se limitent à un point de vue technico-juridique, de nature pénale. Il n'appartient pas au parquet de s'exprimer sur des questions de nature civile, éthique et déontologique.

La chambre du conseil s'est penchée sur ce dossier à partir du 9 novembre 2020 (audiences des 9 novembre 2020, 22 décembre 2020, 19 janvier 2021, 16 février 2021). Le 16 février 2021, elle décide que les droits de la défense ne sont pas violés par le fait que le parquet fédéral propose de scinder les faits concernant le prêtre belge au Brésil ainsi que ceux relatifs aux quatre constitutions de partie civile déposées en 2017, et ce, pour avancer et apporter justement une réponse rapide et définitive aux victimes de faits dont les auteurs étaient décédés ou de faits prescrits. La défense interjette appel de cette décision devant la chambre des mises en accusation – ce qui est son droit –, qui rend le 29 avril 2021 l'arrêt que j'ai déjà évoqué.

Dans cet arrêt, la chambre des mises en accusation, après avoir expliqué la différence entre *voortgezet misdrijf* et *samenhang*, conclut ce qui suit, et je le dis dans la langue de l'arrêt:

“Het is voor de kamer van inbeschuldigingstelling thans niet mogelijk om binnen de grenzen van het hoger beroep uitsluitel te geven over de relevantie van de feiten van schuldig verzuim geïnviseerd door de burgerlijke partijstellingen van 2017 met het oog op het bepalen of de eventuele collectieve misdrijven al dan niet zijn verjaard. Bijgevolg zou het afzonderlijk behandelen van de feiten

geïnviseerd door de vier laatstgenoemde klachten met burgerlijke partijstelling wel degelijk de belangen van de overige burgerlijke partijen kunnen schaden. Aldus zijn de door deze laatste klachten geïnviseerde misdrijven samenhangend in de zin van artikel 227, 3°, van het Wetboek van strafvordering.”

Suite à cet arrêt, la chambre du conseil a déclaré le 25 mai 2021 les réquisitions du parquet fédéral sans objet. Nous étions alors en pleine préparation du procès des attentats et je pense que Mme Pellens vous a expliqué quelle était la charge de travail qu'il y avait à ce moment-là.

Il y a certainement eu une victimisation secondaire dans ce dossier et j'en suis vraiment désolé pour les victimes. Je salue d'ailleurs l'effort supplémentaire annoncé dans l'accord de gouvernement en leur faveur. Nous sommes tous responsables de les entourer et d'entourer ces victimes au mieux, et pas seulement les institutions. Il faut cependant également reconnaître que dans le présent dossier, on leur a promis un résultat très aléatoire. La justice est une belle femme mais elle ne peut donner plus que ce qu'elle a à donner. Elle ne peut enquêter sur les morts, à moins que vous modifiez la loi, et elle doit respecter les règles de la prescription en vigueur au moment où elle statue. Et je sais que ces règles de la prescription ont beaucoup évolué.

Il ne faut pas non plus demander à la justice de jouer un rôle qui n'est pas le sien. J'aime bien cette phrase de Hannah Arendt qui faisait remarquer: "La vertu de la justice est de replacer l'être humain face à ses actes, de le rappeler à sa liberté et à sa responsabilité. C'est la raison pour laquelle l'accusé ne peut être réduit au rang de symbole, de représentant d'un mal général, ni le procès lui-même...", et là je souligne: "...se charger de questions que d'aucuns jugeront d'un intérêt plus grand". C'est probablement là la grande erreur que nous avons tous fait dans ce dossier. Et je le regrette. Je vous remercie

Le président: Merci monsieur Van Leeuw.

01.05 Catherine Delcourt (MR): Oui, merci monsieur Van Leeuw. Je ne vais pas commencer tout de suite avec des questions, mais simplement, si j'ai bien compris, les déclarations que vous avez faites auprès du Conseil supérieur de la Justice n'ont pas été retranscrites de manière correcte ou ne traduisaient pas exactement vos propos. Auriez-vous un document préparatoire à ces entretiens qui pourrait être mis à disposition de notre commission?

01.06 Frédéric Van Leeuw: J'ai la farde avec laquelle j'ai d'ailleurs préparé cette audition-ci. Ce sont toutes les copies d'arrêt, certains échanges, certaines vérifications juridiques, mais je n'ai pas un document tout fait, puisqu'on ne me demandait pas, comme ici, de faire une intervention d'une dizaine de minutes.

Mais je confirme, effectivement, et c'est quelque chose qui est déploré par plusieurs personnes qui sont passées devant le Conseil supérieur de la Justice. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres enquêtes, où l'habitude est de soumettre un projet pour remarques éventuelles. Je tiens quand même à souligner que le Conseil supérieur de la Justice écrit ce qu'il veut, mais il doit au moins, quand il met des choses et surtout quand il fait des reproches, me permettre de réagir – j'ai été auditionné pendant six heures – par rapport à des conclusions qu'il fait, que je pourrais trouver erronées et pour lesquelles je pourrais apporter des éléments supplémentaires.

Dans ce que j'ai cité ici, on a mélangé deux côtés de ma déclaration. J'assume totalement le fait que ma volonté, comme procureur fédéral, était d'éviter les batailles de procédure. Et dans certains cas, alors qu'on aurait pu le faire, on n'a pas été en cassation contre certaines décisions, entre autres la décision de 2021. On ne l'a pas fait, mais c'est nous qui avons décidé ça. La décision de 2014, j'ai bien expliqué qu'il n'y avait pas de possibilité de cassation directe; juridiquement, ce n'était pas possible.

Je constate ici que dans le rapport, on mélange les deux choses. Et je le déplore, parce qu'il y a plein de considérations qui sont hyper intéressantes dans ce rapport du Conseil supérieur de la Justice, mais là, c'est un passage qui blâme la justice. Et ce n'est pas juste, parce que c'est une erreur de procédure.

Voilà, c'est ce que je voulais vous dire.

01.07 Sophie De Wit (N-VA): Als er nog punten zijn waarvan u zegt dat die niet correct zijn weergegeven, dan mag u die altijd aan de commissie bezorgen. U zult niet de eerste zijn die de verslaggeving van de Hoge Raad heeft doorgenomen en er bemerkingen heeft bij gemaakt. Voor een goed begrip is dat wel handig. U zou niet de eerste zijn die die oefening maakt. Mochten er nog andere zaken zijn, buiten wat u zei,...

01.08 Frédéric Van Leeuw: U vraagt mij dus een

inventaris van wat niet klopt in het verslag?

01.09 Sophie De Wit (N-VA): Als er nog andere zaken zijn, naast het wel of niet in cassatie gaan.. U zegt dat men twee zaken met elkaar verward heeft. Als er nog andere zaken zijn... Ik kan u tot niets verplichten, maar u mag die altijd oplijsten met het oog op onze werkzaamheden.

01.10 Frédéric Van Leeuw: Oké. Het zijn er geen 10.000, maar dit is wel een ernstig punt.

01.11 Sophie De Wit (N-VA): Ik heb het over de belangrijkste punten, die cruciaal zijn voor onze taak.

Misschien heeft iemand anders daar nog een vraag over? (*nee*)

Aansluitend, u hebt een heel overzicht gegeven. U zei dat u een vordering hebt opgesteld in 2014, 2019 en 2025, of 2024. De tijd gaat snel, maar uiteindelijk gaat het wel over ongelooflijk veel jaren. Ik weet dat u op het federaal parket veel werk hebt gehad. Ik weet dat er aanslagen zijn geweest. Ik heb daar dan ook alle begrip voor, maar dit is toch een dossier dat de maatschappij heel zwaar heeft beroerd. Het land stond in rep en roer. Dit dossier gaat over een verleden met littekens.

Vorig jaar hebben we voor het andere luik de slachtoffers gezien en gehoord over de rugzak die zij meedragen. Het blijft een feit dat ondanks de werkdruk – waar ik begrip voor heb, want ik realiseer me dat er veel op uw pad kwam – het verschrikkelijk lang heeft geduurd om te komen tot het punt waar we vandaag zijn. Eigenlijk is dat het punt waar we in 2014 ook al waren. Eigenlijk heeft dat de littekens voor de slachtoffers alleen maar groter gemaakt.

Ik probeer er alle begrip voor op te brengen, maar ik vind het moeilijk dat doorheen alles en de vele taken die op het federaal parket rusten, dit dossier op een plaats is geraakt waar het een minder urgent stickertje heeft gekregen dan andere zaken. We torsen hier wel iets mee. Het is niet zomaar een dossier, het gaat ook over veel meer dan enkel de slachtoffers en de burgerlijke partijen die in de zaak zitten. Er zijn er immers heel veel die zich niet burgerlijke partij hebben gesteld. Er zijn heel veel mensen in de samenleving die alles volgen en misschien ook naar buiten willen komen, maar die de lange nasleep zien en daardoor twijfelen.

01.12 Frédéric Van Leeuw: Dat is uw mening. Het is waar dat het heel lang heeft geduurd, maar het resultaat van de raadkamer in 2025 geeft gelijk aan

onze vordering van 2015. We hebben vanaf het begin een standpunt bepaald en dat ook meegedeeld aan de slachtoffers.

Ik heb een tijdlijn, maar volgens mij hebt u die al gekregen. Het dossier is soms heel lang blijven liggen, ook bij de onderzoeksrechter, omdat er verschillende keren een wissel van onderzoeksrechter is geweest en omdat er een beroep is gedaan op de wet-Franchimont. Dat is een absoluut recht van de verdediging, maar dat zijn procedures die tijd in beslag nemen. Het enige moment waarop we veel sneller hadden kunnen gaan, is na de beslissing van het hof van beroep in 2021, want het ging over vier burgerlijke-partijstellingen die niet werden meegenomen in onze vordering.

Ik kan dat betreuren, maar soms... Mevrouw Pellens heeft dat ook uitgelegd. Ik kan het wel betreuren en misschien een deel van de verantwoordelijkheid op mij nemen, maar op een bepaald ogenblik stonden we voor een keuze in prioriteiten. Er was het proces over de aanslagen dat we moesten voorbereiden en we hadden ook de covidperiode. Ik ben blij met de beleidsverklaringen, want als een van de conclusies van de commissie is dat er veel meer versterking moet komen, op het niveau van de parketten of op een ander niveau, voor het begeleiden van de slachtoffers...

Al het lijden van de slachtoffers in Operatie Kelk is verschrikkelijk, maar het heeft ons ook geholpen om te begrijpen hoe we de slachtoffers van 22 maart 2016 en van MH17 moesten begeleiden. Door het feit dat wij soms niet meteen kunnen afkomen met beslissingen... De beslissing die we toen hebben genomen, is echter dat er altijd een magistraat in contact moest zijn om de slachtoffers te kunnen antwoorden, zelfs als het is om te zeggen dat er procedureproblemen zijn en we momenteel geen beslissing kunnen nemen of dat we vrezen dat de feiten verjaard zijn.

Mevrouw Pellens heeft gewoon kaften met antwoorden aan de slachtoffers. Men moet het maar doen, want men krijgt enorm veel lijden over zich heen. Ik ben haar daarvoor ongelooflijk dankbaar, want ze heeft dat dus gedaan, ook voor de slachtoffers van de aanslagen. Wat we konden doen – dat is mijn mening – hebben we gedaan. Mijn standpunt en ook het standpunt van de vorige federale procureur was dat de feiten van het dossier – andere feiten hebben in andere parketten tot veroordelingen geleid – spijtig genoeg waren verjaard of dat de meeste daders gewoon waren gestorven.

Er was een terechte vraag over de samenhang. Dat is een juridisch standpunt. Waarom werd de vraag over de samenhang gesteld? Omdat die drie burgerlijkepartijstellingen van 2017 eigenlijk het effect hadden dat de termijn werd uitgebreid. Dat was de problematiek. Het is alleen daarom dat de KI zegt dat het beter was te wachten, zodat men al die feiten in de vordering kon incorporeren, maar nogmaals, het idee van die vordering van 2019 was gewoon om snel een antwoord aan de slachtoffers te geven, om hen niet tevergeefs te laten hopen op een resultaat dat er niet zou komen. Dat was ons standpunt. Dat wil ik gewoon maar uitleggen.

Dat deze procedure zo lang heeft geduurd, is inderdaad een spijtige vaststelling, niet alleen voor het parket, maar ook voor alle partijen in de procedure, ook al hebben die van alles gedaan om die procedure zo lang mogelijk te rekken.

01.13 Khalil Aouasti (PS): Monsieur le procureur général, j'ai une question particulière à vous poser.

Effectivement, on a assisté à la fédéralisation de ce dossier; on a vu les audiences, les arrêts, les réquisitions qui ont été dressées, à un moment donné une audience qui a été fixée, des conclusions qui ont été déposées par les avocats des parties civiles fin 2014 et, puis, une audience qui n'a plus été refixée, puis des attentes, etc.

Ma question vise à savoir si, à un moment donné, l'absence de fixation dans ce dossier était liée à la conviction que, de toute façon, les faits étaient prescrits et que cela n'était donc plus une urgence que de fixer à ce moment-là, au regard malheureusement d'autres urgences et des contraintes qui s'appliquaient au parquet fédéral en termes de ressources humaines et d'autres dossiers. Et de se dire qu'on fixe maintenant ou qu'on fixe ultérieurement ou on ne sait pas quand, de toute façon, les conclusions seront identiquement les mêmes.

01.14 Frédéric Van Leeuw: Vous parlez de la période après 2021?

01.15 Khalil Aouasti (PS): Non, après 2014.

01.16 Frédéric Van Leeuw: Non, après 2014, il y a eu des tas d'audiences.

01.17 Khalil Aouasti (PS): Il y a eu des réquisitions en 2015.

01.18 Frédéric Van Leeuw: Il y a eu des réquisitions en 2014 et, puis, il y a eu toute une

série d'audiences. Il y a eu, comme je l'ai expliqué, des Franchimont. Il y a donc eu toute une série d'audiences. Je peux vous les citer si vous le voulez. En mars 2014, chambre des mises: 12 mars 2014, 20 mars 2014...

01.19 **Khalil Aouasti** (PS): Après novembre 2014.

01.20 **Frédéric Van Leeuw**: Après novembre 2014: 12 mai 2015, cassation. Après cela, les réquisitions finales sont faites. Le dossier avait été communiqué et les réquisitions finales sont déposées pour la première fois le 30 octobre 2015. Puis, il y a des échanges avec le juge d'instruction par rapport à cela et il y a une première fixation devant la chambre du conseil, fixation qui dépend évidemment du tribunal, le 20 avril 2016. Et, là, il y a une demande de remise. Une remise est prononcée parce qu'il y a justement des Franchimont qui sont déposées.

Je pointe que, et c'est général dans la procédure, permettre de déposer des Franchimont jusqu'au dernier jour avant la chambre des mises, c'est faire qu'on puisse à chaque fois obtenir des remises. Cela ralentit de manière absolument incroyable toutes les procédures. Je ne parle pas uniquement de Calice, mais ce fut le cas en l'occurrence. C'est l'avocat de la défense qui a déposé ces Franchimont, et c'est tout à fait son droit. Je ne veux pas qu'on interprète mal mon propos. Franchimont, je trouve que c'est très, très bien. La seule chose est que, chaque fois, les avocats arrivent la veille de l'audience, qui a lieu sans détenu, si bien qu'elle doit être remise. Il faut ensuite des mois pour obtenir une nouvelle fixation, parce que le dossier n'est pas prioritaire pour le tribunal ou la chambre des mises. C'est-à-dire que ce sont les dossiers avec détenu, donc avec quelqu'un qui est privé de liberté, qui passent en priorité. Voilà le lot de Bruxelles, et cela va de mal en pis en ce moment. Bruxelles est la seule cour d'appel où la chambre des mises siège tous les jours et n'a, pour le moment, le temps de ne prendre que les détenus. De temps en temps, en fin d'après-midi, elle examine les dossiers sans détenu. C'est la réalité de la justice bruxelloise.

Il y a eu ensuite un changement de juge d'instruction le 31 mars 2017, M. le juge d'instruction De Camps remplaçant Mme Calewaert. Une nouvelle communication du dossier a été faite. Honnêtement, pour prendre connaissance d'un pareil dossier, alors qu'on siège dans un cabinet d'instruction et qu'on n'a pas que celui-là à traiter – parce qu'on s'imagine toujours dans les feuillets que les enquêteurs et les juges

d'instruction n'ont qu'un seul dossier et qu'ils résolvent tout en cinquante minutes, format du feuillet... Or ils ont des dizaines d'autres dossiers. M. De Camps avait des dizaines d'autres dossiers. Il recommuniqua son dossier en septembre 2019.

En juillet 2020, il y a les réquisitions finales du parquet fédéral. Donc, cela prend un certain temps. Mais, comme je l'ai dit, pour moi, ce n'est pas anormal, compte tenu évidemment de l'ampleur du dossier et de la nécessité de relire beaucoup de choses. De plus, c'est un dossier assez particulier qui réunit toute une série de faits, de personnes, à gauche et à droite. Donc, les réquisitions finales sont prises. À ce moment-là, de nouvelles audiences se tiennent en novembre 2020, décembre 2020, janvier 2021, février 2021, mars 2021. Puis, il y a la fameuse audience de la chambre des mises d'avril 2021, et de nouveau une autre audience de la chambre du conseil, qui, suite à la décision de la chambre des mises, déclare les réquisitions du procureur fédéral non avenues, et l'invite à refaire son réquisitoire.

Après 2021, je reconnais que cela a mis beaucoup de temps. C'est un endroit où je reconnais que cela a mis beaucoup de temps dans mon parquet. Pour les autres, les retards sont ailleurs. Je ne pointe personne, mais ce sont malheureusement des retards que l'on a dans beaucoup d'autres procédures. Pour 2021, on vous a expliqué. Il y a un contexte, il y a une explication. Il y a le fait que je n'avais pas 15 personnes dans ma cellule Victimes. La plupart travaillaient sur le terrorisme, sur Sky ECC, sur toute une série d'autres choses; j'avais des personnes qui s'occupaient aussi du Brabant wallon, dont on n'a pas encore parlé. C'est un autre dossier monstre, qui a fait beaucoup de mal à l'image de la justice en Belgique, et pour lequel on a essayé de faire quelque chose. Mais encore une fois, on peut être saisi de faits affreux, et j'aimerais bien, à chaque fois, pouvoir poursuivre quelqu'un devant le tribunal, mais je suis avant tout un magistrat. Quand le magistrat amène quelqu'un devant le tribunal, il faut que cela soit conforme à la loi, quelle que soit la monstruosité des faits dont il est accusé. Je reconnais que cela a mis du temps.

Il y a une dernière chose que je tiens quand même à préciser. C'est que le réquisitoire qui a été déposé en 2024 était prêt en octobre 2023. La seule chose, c'est que toute l'affaire *Godvergeten* éclate à ce moment-là. La commission parlementaire précédente démarre et le CSJ est chargé de faire l'enquête. À ce moment-là, c'est un choix que j'assume. Je l'ai dit, et je l'ai écrit, d'ailleurs, au CSJ:

je gardais le dossier chez moi parce que je voulais qu'il soit accessible, au moins au CSJ à l'époque. Comme je l'ai écrit, vous pouvez donc retrouver un écrit de ma part, adressé au CSJ. Là, c'est un choix personnel qui a retardé encore le dépôt du réquisitoire de plusieurs mois. Finalement, il a n'a été déposé qu'une fois que j'étais parti, en avril 2024.

01.21 Khalil Aouasti (PS): Merci, monsieur le procureur général. L'objectif n'est pas de définir des responsabilités mais il est de comprendre. Je vais peut-être simplement reformuler la question. Selon vous, déjà en 2014, le dossier était-il prescrit dans une large mesure?

01.22 Frédéric Van Leeuw: Le dossier était prescrit. Pratiquement tous les faits étaient prescrits ou, en tout cas, les auteurs étaient décédés. La partie civile a rajouté des dossiers par après. C'est ce que j'ai expliqué avec les dossiers de 2017. Mais au moment de la fédéralisation, et on l'a toujours dit, ...

01.23 Khalil Aouasti (PS): ... les dossiers étaient prescrits.

01.24 Frédéric Van Leeuw: Voilà.

01.25 Khalil Aouasti (PS): Je vous remercie.

01.26 Werner Somers (VB): We zijn hier bezig over iets wat eigenlijk al 10 of 11 jaar grotendeels zonder voorwerp is. Daar komt het eigenlijk op neer. Los daarvan merkt de Hoge Raad voor de Justitie op dat het onderzoek een zeer lange duur heeft gekend.

Er zijn verzachtende omstandigheden, die de Hoge Raad voor Justitie ook heeft aangehaald, namelijk de terroristische aanslagen in het metrostation Maalbeek en op de luchthaven van Zaventem die ertussen kwamen fietsen. We beseffen dat u moet roeien met de riemen die u hebt. Niettemin meen ik te kunnen afleiden uit de commentaar van de Hoge Raad voor de Justitie dat hij toch vindt dat ondanks de terroristische aanslagen en de covidcrisis, die voor de nodige moeilijkheden en vertragingen hebben gezorgd, er toch wel zeer veel tijd verloren is gegaan en dat de zaak lang heeft stilgelegen, voornamelijk in de periodes waarin het federaal parket aan zet was.

Na de beschikking tot mededeling door de onderzoeksrechter, in september 2014, duurde het 14 maanden eer de eerste eindvordering er was. Na de tweede beschikking tot mededeling door de onderzoeksrechter van september 2019 duurde

het nog eens 10,5 maanden. Die laatste periode sinds het arrest van de KI van april 2021 duurde tot juli 2024 voor de derde eindvordering. Dat is wel een heel lange periode. Dus ik denk dat dit toch ook weer een soort falen van de Belgische justitie blootlegt. Ik kan me immers moeilijk voorstellen dat dit in een behoorlijk functionerend land als Nederland of Zwitserland mogelijk zou zijn.

Wat zijn volgens u de mogelijkheden? Moeten we de wetgeving veranderen? U hebt verwezen naar de verdragingsmogelijkheden die er zijn voor advocaten door de wijze waarop de wet-Franchimont momenteel wordt toegepast. Het gaat ongetwijfeld ook over een schrijnend gebrek aan middelen. Wat zou er eigenlijk moeten gebeuren om in de toekomst dergelijke zaken te vermijden? Er is namelijk niet alleen deze zaak die een pijnlijke afwikkeling kent, maar u hebt ook verwezen naar het dossier van de Bende van Nijvel en naar een aantal andere omvangrijke dossiers. In andere landen wordt men namelijk ook geconfronteerd met zeer omvangrijke dossiers. Als verklaring voor de vertraging vind ik dat toch een beetje ontoereikend. Ik ben benieuwd naar uw mening daarover.

Was achteraf gezien die federalisering van die dossiers ook geen vergiftigd geschenk? Men wil enerzijds alles federaliseren, wat een goede zaak is met het oog op een coherente behandeling, maar het is wel paradoxaal of cynisch dat dat er eigenlijk toe leidt dat er niets van komt.

01.27 Frédéric Van Leeuw: Dat het veel tijd heeft geveerd, is uw mening – en ik snap uw vraag – maar de periode waarin het dossier het langst is blijven liggen, was bij de rechtbank en bij de onderzoeksrechters. Ik wil zeker niet met stenen gooien, aangezien we weten dat het dossier verschillende keren van onderzoeksrechter veranderd is, en het vraagt, zoals ik al zei, heel veel werk voor een onderzoeksrechter, die veel andere zaken heeft, om zo'n dossier te bestuderen.

Het is niet zomaar één dossier, maar wel een bundeling van verschillende verzamelde dossiers, met heel veel arresten van de KI en ook van Cassatie, omdat in het begin van het dossier toch een heel grote procedureslag heeft plaatsgevonden. Dat is dus geen eenvoudig dossier. Ik herhaal dat dossiers van een dergelijke omvang gewoonweg tijd vragen. Volgens mij is dat ook in andere landen het geval. Justitie is niet zoals een tweet. We hebben tijd nodig om een dossier te bestuderen. In dit dossier moesten we in zekere zin overall onderzoeken. De details ken ik niet, aangezien ik niet de titularis ben van het dossier, maar ik ben wel al jaren korpschef en ik weet dat

het soms heel veel tijd vraagt vooraleer een vordering opgesteld kan worden.

Als voorbeeld noem ik het dossier van de Bende van Nijvel. Dat maakt niet het voorwerp uit van deze commissie, maar ik vernoem het om aan te geven dat wij enorm veel geïnvesteerd hebben in dat dossier. Het gaat niet alleen over het moment waarop het dossier voor de rechtbank komt. Een dossier komt pas voor de rechtbank als daarvoor elementen zijn.

Inderdaad, van in het begin wisten we dat het dossier verjaard was en dat de meeste vermoedelijke daders reeds waren gestorven. Voor een aantal feiten gold dat de daders al veroordeeld waren in andere procedures. Op het einde was er daarom sprake van dubbele 'victimisatie' en ik ben er zeker van dat dit klopt. We hebben echter nooit iets beloofd aan de slachtoffers. Wij, de heer Delmulle en ikzelf, zijn altijd duidelijk geweest in onze vorderingen sinds 2015. We waren van mening dat justitie volgens het huidige kader van de wet niets te bieden had in dit dossier.

Het kan interessant zijn om in andere omstandigheden, wanneer de daders dood zijn, de bevoegdheden van een onderzoeksrechter te hebben. Ik heb hetzelfde probleem in bijvoorbeeld het dossier-Lumumba. Dat kan historisch heel belangrijk zijn, ook voor de slachtoffers. Momenteel kan dat in het huidige kader van de wet echter niet. Laat ons alstublieft niet een onderzoek voeren over de doden. Wij hebben immers momenteel al onze handen vol om een onderzoek te voeren over de levende mensen. Dat is echter de problematiek. Het dossier heeft inderdaad lang geduurd. Het gaat echter niet over één dossier.

Indien u mij vraagt of we voor justitie genoeg middelen hebben, is het antwoord zeker 'neen'. Onze justitie heeft veel meer middelen nodig. Ik hoor nu gelukkig dat niet zal worden bespaard op justitie. Wanneer het huis echter al vijftien of twintig jaar een ruïne is en er wordt beslist om nu geen besparingen te doen, dan vraag ik meer. Ik vraag echte restauratiewerken voor justitie. Ik draag echter de verantwoordelijkheid voor het feit dat het onderzoek lang heeft geduurd.

Mijnheer Aouasti, in antwoord op uw vraag kan ik meegeven dat er tot het uitbarsten van de zaak-Godvergeten geen bewuste beslissing is genomen over het stoppen met het dossier. Dat kwam door de evenementen en de prioriteiten die ons waren opgelegd. Daarvoor wil ik me graag excuseren tegenover de slachtoffers. We hebben ons best gedaan, maar dat was inderdaad niet genoeg.

Ons standpunt is echter altijd hetzelfde gebleven en blijft nog altijd hetzelfde, namelijk dat de raadkamer ons uiteindelijk is gevolgd. Meer zelfs, zoals ik aan de voorzitter van de commissie heb geschreven, zat ik verveeld met het feit dat ik ter zake de strategie moest uitleggen die kon worden gebruikt voor de kamer van inbeschuldigingstelling. Er is immers nog een mogelijkheid om door te gaan met het dossier. Ik weet dat er nu maar één beroep is.

01.28 Werner Somers (VB): Mijnheer Van Leeuw, u zult mij misschien het antwoord schuldig blijven, omdat het misschien enigszins delicaat is. Kunnen we echter niet zeggen dat, aangezien in 2014 de meeste verdachten al overleden waren of de meeste feiten verjaard waren, de commissie-Adriaenssens haar werk beter had kunnen voortzetten?

Justitie heeft de bijna vijfhonderd dossiers van de betrokkenen in beslag genomen. Zij zijn nooit teruggegeven. We kunnen daar voor of tegen zijn. Sommigen noemen dat een vorm van privéjustitie. Dat heeft een aantal mensen echter, hoewel alles op volledige vrijwilligheid was gebaseerd, genoegdoening verschaft.

Een herstelproces was bezig. Dat is abrupt afgebroken. Een aantal betrokkenen heeft daardoor ook elk vertrouwen verloren. Hun privacy is daardoor immers geschonden. De heer Van Steenbrugge heeft die dossiers allemaal ingekken en heeft dat naar het schijnt met een dictafoon ingesproken.

Dan zijn er ook nog – en dat is totaal iets anders en daarmee hebt u niks te maken – de verdwenen processen-verbaal op het kabinet van onderzoeksrechter De Troy. Dat zijn 445 processen-verbaal. Men zegt dat dat geen invloed heeft gehad op de wettigheid van het onderzoek. De kamer van inbeschuldigingstelling heeft dat ook vastgesteld. Dat kan allemaal wel goed zijn, maar het feit blijft wel dat die 445 processen-verbaal op straat liggen. In het beste geval werden ze versnipperd of zijn ze ergens in een container geraakt en op een stort beland en heeft niemand ze kunnen zien. Ook dat laat echter een wrang gevoel achter. Waarom werden er al die middelen in gestoken voor mensen die al lang overleden waren en voor feiten die al lang verjaard waren? Achteraf gezien is het dus eigenlijk dubbel erg, ten eerste omdat er niks van is gekomen, maar ook omdat de middelen van justitie beter voor andere zaken waren aangewend. Achteraf gezien heeft men zo de slachtoffers van seksueel misbruik door kerkelijke gezagsdragers

allesbehalve een dienst bewezen.

01.29 Christoph D'Haese (N-VA): Mijnheer Van Leeuw, ik wil u ook op mijn beurt bedanken voor uw moedige, heel correcte en genuanceerde uiteenzetting. We zitten allemaal op moeilijke stoelen, want het is niet zo evident wat we hier vandaag doen. Ik heb drie luiken waarover ik iets wil zeggen. Ik wil het hebben over de nuancering van het onderzoek dat we moeten doen, de victimisering en ten slotte over de transparantie.

Met mijn eerste punt sluit ik naadloos aan bij wat collega De Wit hier gevraagd heeft. We moeten rekening houden met alle actoren en luisteren naar alle versies die naar voren worden gebracht, niet in het minst naar de slachtoffers, maar ook en vooral naar iedereen die bij justitie – en het zijn er een hele boel, u hebt het gezegd – in dit dossier heeft gewerkt, tot aan de Hoge Raad voor de Justitie.

Mij verwondert het volgende een beetje, maar u zult dat wellicht kunnen kaderen en contextualiseren. Wanneer het openbaar ministerie voor een belangrijk momentum wordt geplaatst, wordt er een schriftelijke vordering neergelegd bij de KI, of dat nu (...) of niet (...) is. Als u naar de Hoge Raad voor de Justitie ging, hebt u er toen aan gedacht – misschien heeft men het u ook niet gevraagd, u hebt er juist even over gesproken – de misvattingen te proberen weerleggen vanuit uw standpunt en hoedanigheid? Men moet immers al een heel goede penalist en techniek zijn om dat allemaal door te hebben. Dat geldt zelfs voor de onderzoeksrechter die hier verslag gedaan heeft op een vrij briljante wijze. We zeggen het zoals het is. Men zit al op een hoger niveau van justitie om te zien wat daar fout is gelopen en wat niet, en hoe moeten we dat uitleggen of hoe kunnen we dat verklaren.

Ik herhaal de vraag van mevrouw De Wit. Is het mogelijk om dat alsnog te doen? Wij zouden immers wel graag de juiste juridisch-technische analyse maken. We weten er veel van, maar het zou toch goed zijn als u iets zegt als er bepaalde zaken zijn. U hebt het recht van verdediging. U bent geen beklaagde. De Hoge Raad moet ons adviseren en wij moeten oordelen. Als u zegt dat een bepaalde passage uit dat verslag niet klopt, dan is dat bijzonder interessant voor deze commissie. U schrijft wat u wil schrijven. Wat u niet wil schrijven, schrijft u niet. Het zou ook goed zijn als dat bijkomend wordt gedocumenteerd door de verschillende stukken waaraan u daarnet uit uw kaft refereerde, want wij hebben sommige stukken nog niet. Dat is een eerste punt.

Mijn tweede vraag gaat over de victimisering. De toestand van de slachtoffers is verschrikkelijk. We gaan niet rond de pot draaien. Die victimisering is erg. De secundaire victimisering is heel erg. De verjaring is toch een heel belangrijk rechtsprincipe. Moeten we daarover niet, *in limine litis*, kordater procedureel kunnen oordelen?

Er is natuurlijk altijd de mogelijkheid voor advocaten – zo hoort het ook in een tegensprekelijk debat – om zich daartegen te verzetten. We moeten ook rekening houden met de aanpassingen die we binnen justitie met betrekking tot de verjaring hebben gedaan. Er zitten nog een paar anomalieën in, die er deze legislatuur moeten worden uitgehaald. De vorige sprekers hebben dat ook al gezegd. Vindt u het verantwoord van justitie om op een gegeven moment, hoe dramatisch de omstandigheden ook zijn, in eerste en laatste aanleg te zeggen: het kan niet meer, want het is verjaard. Moeten er daar wettelijke aanpassingen komen of niet?

Dan kom ik aan mijn derde punt. Alle discussies die we hier voeren, gaan over transparantie. Men ziet bepaalde beslissingen die genomen zijn door justitie en bekijkt die alsof het achterkamerjustitie betreft. Mensen die er hoorden bij te zijn, konden er niet bij zijn. Sommige dingen verliepen achter gesloten deuren. Alles heeft ook te maken met transparantie. Als er transparantie is, kan er vertrouwen groeien. Als er geen transparantie is, dan groeit er geen vertrouwen. Dat is iets waar we niet onderuit kunnen. Het gaat eigenlijk veelal over zuivering van nietigheden of beweemde nietigheden.

Is het dan niet beter dat we dat de *lege ferenda* veranderen? Wij zullen immers aanbevelingen aan het Parlement moeten doen. Is het niet beter dat we dat verleggen van de onderzoeksgerechten naar de vonnisgerechten?

Ik denk wel dat u, als heel hoog magistratuur, daarover een mening kunt hebben. Het betreft zeer technische aanpassingen, die in het Wetboek van strafvordering zullen moeten gebeuren, zonder natuurlijk de wet-Franchimont te willen ondermijnen, dat is zeker niet de bedoeling. Dat is toch wel iets dat finaal in ons rapport zal moeten komen. Wij zijn hier immers ook geroepen om een rapport te redigeren. Hebt u daarover een visie? U doet daarmee niets verkeerd, het is niet à charge en à décharge.

Laten we immers eerlijk zijn, de zaak is verjaard, u bent daar intern van overtuigd. De justitiemolen moet nu nog jaren draaien. Ondertussen kunnen

we ook niets anders doen, want dat vraagt heel wat capaciteit. Meer middelen voor justitie is goed, maar procesoptimalisatie is in zaken zoals deze misschien zelfs nog beter.

Ik ga een van de vorige sprekers een beetje tegenspreken. Er is een wezenlijk onderscheid tussen het dossier van de Bende van Nijvel en dit dossier. Dat is totaal anders. Ik voel mij aangesproken, maar het is totaal anders. Hier hebben we duidelijke slachtoffers, duidelijke identificatie, duidelijke daders. Dus het is totaal anders.

Kunnen we die epuratie, die zuivering van de nietigheden, verleggen van de onderzoeksgerechten naar de vonnisgerechten? Is dat een mogelijkheid? Daarover wil ik uw visie eens horen.

01.30 Frédéric Van Leeuw: (...) omgekeerd zijn. Het probleem als u dat naar de grondrechter stuurt, is dat het onderzoek ook tien jaar kan aanslepen. We hebben veel onderzoeken die normaal van bij het begin hadden moeten stopgezet worden.

01.31 Christoph D'Haese (N-VA): Daarvoor is de wet-Franchimont er gekomen.

01.32 Frédéric Van Leeuw: Het probleem is dat die zuivering van de nietigheid dikwijls wordt uitgesproken door de KI, maar dat het debat dikwijls ook opnieuw wordt gevoerd voor de grondrechter. Ik zou eigenlijk het tegenovergestelde doen. Ik zou zeggen dat, eens de nietigheden zijn gezuiverd, het gedaan is met het debat. Het is een beslissing met kracht van gewijsde. Momenteel is dat niet het geval. We worden in de procedure dikwijls geconfronteerd met discussies die al herhaaldelijk gevoerd zijn en die dan terugkomen voor de grondrechter. Daar gaat enorm veel tijd mee verloren. Wat is dan de verhouding tussen de verschillende rechters die beslissingen nemen? Als u naar mijn standpunt vraagt, dan zou ik het eerder omgekeerd doen.

Ik wil uw aandacht vestigen op het feit dat we onze vordering neerlegden in 2015, maar dat er door de Franchimonts geen beslissingen in die zaak zijn vóór 2021. Dat is net het probleem. Er zijn de Franchimonts, er zijn de veranderingen van onderzoeksrechters die misschien een nieuwe vordering moeten behandelen en er was de zaak van de pater in Brazilië, waar ze op rogatoire commissie zijn moeten gaan. Het is niet dat ze niets gedaan hebben. Ik heb gevraagd hoeveel speurders er op die dossiers werden gezet. Vanaf 2016 werkten er 2,5 speurders aan die dossiers. Ook de politiecapaciteit om dat soort dossiers te onderzoeken vormt een probleem.

Wat ik daarmee wil zeggen, is dat het debat eigenlijk pas in 2019 werd gevoerd. Wat was het probleem daar? Het probleem was niet zozeer of de feiten al verjaard waren. Dat is een keuze die ik heb gemaakt. Ik heb gezegd dat er nieuwe burgerlijkepartijstellingen zijn die we nog niet hebben kunnen onderzoeken en ik heb beslist om gewoon verder te doen met de dossiers waarvan we zeker waren. Anders had het nog langer geduurd.

We hebben dan de zaak vastgesteld, maar we werden teruggefloten door de KI die zei dat er nog drie andere zaken waren die misschien de tijdsspanne zouden kunnen uitbreiden. Dat is gewoon het argument van de samenhang. Het gaat niet over een voortgezet misdrijf. Het feit dat de periode zou toelaten om te zeggen dat de feiten niet verjaard zijn door de datum van de laatste feiten.

De burgerlijkepartijstelling was zeer ruim. Ik kan het arrest erbij nemen. Het ging over "van deze datum tot vandaag," wat eigenlijk niet klopte. Dat zijn allemaal dingen, die we moesten checken.

De eerste beslissing daarover is in 2019 genomen. Daar had het kunnen stoppen. Ik respecteer de beslissing van de KI. Dat is een beslissing.

U moet me geen woorden in de mond leggen die ik niet gezegd heb. Ik zeg niet dat er geen debat over een dossier over had moeten zijn. Er is een debat geweest. Dat is de rijkdom van justitie. Vroeg of laat komt er een debat, maar alleen over de juridische kwestie, niet over de hele problematiek van misbruik in de kerk. Dat is een maatschappelijk probleem.

Dat is precies mijn conclusie. Men vraagt justitie een maatschappelijk probleem op te lossen. Wij waren gevat door de strafrechtelijke feiten, en door de vraag of dat feiten waren die nog vervolgd konden worden. Dat was de vraag van justitie.

Ik vind het verschrikkelijk wat er gebeurd is. Ik vind al die feiten walgelijk. Zeker en vast, maar hier kon justitie het niet oplossen. Hoe dan ook is er een debat geweest.

Naar mijn mening is het dossier heel slecht gestart, onder andere met heel veel magistraten, en dat heeft dan heel veel slachtoffers wakker gemaakt. Na de spectaculaire tussenkomst – een gigantische fishingoperatie, zo noemde Cassatie het – zijn er heel veel slachtoffers bij gekomen. Had ik toen aan het stuur gezeten, had ik gewoon

gevraagd het dossier te stoppen en een nieuw dossier, op de juiste basis, te beginnen.

Ik zat evenwel niet aan het stuur. Ik snap wel welke beslissingen werden genomen, maar tot in Cassatie heeft men de beslissing genomen: Men zei dat het allemaal wel onwettelijk was, maar we konden toch exploiteren wat er tijdens de huiszoeking werd gekopieerd en bewerkt. Ik ken geen andere beslissing van het Hof van Cassatie die zo ver gaat. Er was het Antigoonarrest, maar dit gaat veel verder dan Antigoon, om juridisch te spreken.

Het toont aan dat justitie eigenlijk de bedoeling had – en het ging om tientallen magistraten – toch iets te doen voor de slachtoffers en toch verder te gaan. Maar op een bepaald ogenblik heeft iedere magistraat moeten vaststellen, tot de raadkamer, onlangs, dat het onder de huidige wet toch niet mogelijk was een strafrechtelijk antwoord erop te geven.

Ik merk ook op dat de laatste vordering werd neergelegd in april en dat de eerste vaststelling in december was. Dat toont aan hoeveel tijd het vraagt om een dossier vast te stellen.

Wat aanpassingen inzake verjaring betreft, de vraag over verjaring werd pas gesteld aan een rechter vanaf de raadkamer en de KI. De procedure heeft ervoor gezorgd dat het daarvoor niet echt aan de rechter werd voorgelegd. Verjaring is van openbare orde en moet worden vastgesteld, maar toen was er een hele discussie over de periode en over het voortgezet misdrijf en de samenhang. Dat is een kapstok om de verjaring te proberen te vermijden. Ik probeer dat ook in andere dossiers. Ik bekijk dat ook. Er is inderdaad geen vergelijking mogelijk met het dossier van de Bende van Nijvel, maar daar was samenhang wel een oplossing geweest om een aantal verjaarde feiten toch mee te nemen.

Er zijn verschillende wijzigingen inzake de verjaring geweest. Met de groeiende gevoeligheid voor seksuele misdrijven zijn er enorm veel veranderingen gekomen, maar de regel is dat, als het dossier eenmaal verjaard is, zelfs als de wet verandert – als ik het goed gelezen heb, was dat een aanbeveling van de vorige commissie – het verjaard blijft, anders is dat onrechtvaardig.

Er is nu een nieuw systeem van verjaring, dat ik heel hard heb ondersteund: vanaf de verwijzing is er geen verjaring meer. De verjaring kan alleen tijdens de onderzoeksfase. Ik vind dat een heel grote vordering, want dat zal een aantal manoeuvres vermijden om alles te vertragen. Ik

ben daar dus heel blij mee. Moeten er nog andere dingen gebeuren? Ik weet niet of dat het dossier, *hic et nunc*, had gered. Het gaat immers over zeer historische feiten. De eerste feiten in het dossier dateren van 1947.

Wat de documentatie over de Hoge Raad voor de Justitie betreft, heb ik een fiche over de hele problematiek van de artikels 136, 235 en 235*bis*. U moet weten dat er ook twijfel was over de vraag of, als de KI beslist om iets terug te geven, dat al dan niet moet worden neergelegd op de griffie. Op die vraag is er pas in 2016, denk ik, een antwoord gekomen, toen artikel 235*bis* werd gewijzigd. De wet is veranderd, dus de versie die u nu hebt, is niet de versie die het in 2014 was. Dat maakt het ook niet gemakkelijker. Ik zal u echter de fiche bezorgen.

01.33 Axel Weydts (Vooruit): Mijnheer de procureur-generaal, bedankt voor uw komst, de uitleg die u al hebt gegeven en de aanbeveling die u doet. Dat is allemaal nuttig voor de werkzaamheden van onze commissie.

Ik wil graag nog op twee aspecten ingaan. Ten eerste wil ik het hebben over het feit dat het zo lang geduurd heeft en de oorzaak daarvan. Speelt er volgens uw aanvoelen ook een personeelsproblematiek mee? Ik heb het daarnet zo gehoord, maar u moet mij corrigeren als ik het verkeerd begrepen heb. Was of is er te weinig personeel en heeft het daarom zo lang geduurd?

01.34 Frédéric Van Leeuw: (...) werden we overspoeld door aanslagen. Op een bepaald moment was heel het federaal parket aan het werk om terroristische aanslagen te vermijden en om de slachtoffers van die aanslagen zoveel mogelijk bij te staan. Toen had ik dus wel een probleem en heb ik versterking gekregen. Het probleem is dat de versterking soms gewoon tijd vraagt.

Na de aanslagen van 2016 werd het kader van het federaal parket uitgebreid. Als ik het me goed herinner – want ik wil geen meened plegen – was de versterking pas aanwezig op het federaal parket in 2018. Dat gebeurt heel vaak. De versterking kwam dus eigenlijk, toen de crisis bijna gedaan was.

Er waren dus heel veel dossiers die ons lang hebben beziggehouden. Na covid is ook het fameuze SKY ECC-dossier erbij gekomen, dat heel veel van onze capaciteit vergde. Ik heb toen de beslissing genomen om de magistraten zich opnieuw te laten concentreren op de georganiseerde criminaliteit. Gelukkig was er

minder terreur na de val van Islamitische Staat. Dat waren feiten waarop wij echt moesten werken. Dat waren immers actuele feiten waardoor dag in dag uit slachtoffers konden vallen. Dat waren geen feiten uit het verleden. Het is dus niet bewust dat we die prioriteit hebben gegeven. Naar gelang de feiten hebben we die prioriteit echter gegeven.

01.35 Axel Weydts (Vooruit): Er is begrip voor het feit dat er van alles is komen tussenfietsen, zoals zeer actuele zaken als de aanslagen. Dat is absoluut niet het probleem. Ik wilde gewoon een keer uw mening erover horen.

Mevrouw Pellens, die we hier ook hebben gehoord, zei immers dat het niet zozeer een probleem was van het aantal personeelsleden. Volgens haar ging het vooral over de specificiteit van dit dossier. Het is namelijk geen dossier dat men door de omvang zomaar even aan een collega doorgeeft, maar goed, ik heb uw uitleg aangehoord en begrepen.

Ik wil het ook nog even hebben over het feit dat er op een bepaald moment beslist is om de dossiers te federaliseren wegens de nood aan coördinatie en de zoektocht naar de rode draad van schuldig verzuim. Dat was eigenlijk de hoofdreden waarom het gefederaliseerd werd. Op een bepaald moment werd er toch beslist om dossiers weer naar de verschillende lokale parketten van de procureurs des Konings te sturen. De Hoge Raad heeft daarover in zijn rapport opgemerkt dat het onderzoek daardoor minder efficiënt is gevoerd. Kunt u uw visie daarover geven?

01.36 Frédéric Van Leeuw: Ik ben niet degene die beslist heeft om het dossier te federaliseren. Ik heb gehoord dat het beter niet gefederaliseerd werd, maar dan was het dossier bij een ander parket met dezelfde moeilijkheden terechtgekomen, denk ik. Dikwijls is de federalisering van een dossier geen cadeau, aangezien het dikwijls moeilijke dossiers betreft. Ik denk dat de heer Delmulle dat uitgelegd heeft, maar er waren toen – ik heb dat dus niet gedaan – een aantal categorieën van dossiers. Dat was ook aanvaard door de onderzoeksrechter en dat was ook in een goed bewustzijn van de onderzoeksrechter. Indien er in zo'n mammoetdossier nog een kleiner dossier is waarin eigenlijk meteen kan worden vervolgd, dan is de keuze om dat naar een lokaal parket terug te sturen, snel gemaakt. Hebt u gezien hoelang we hebben moeten wachten gewoon om één zitting te krijgen door al die procedurestukken, door de verandering van de onderzoeksrechter enzovoorts?

Het zou dus geen goed beleid zijn geweest om,

vanaf het moment dat wij het standpunt hadden en we wisten dat er enorm veel discussies zouden zijn... In het voordeel van justitie denk ik dat het beter was om de dossiers die nog actief waren volgens het afgesproken kader naar het lokaal parket terug te sturen. In sommige gevallen heeft dat tot veroordelingen geleid. Dus dat is de keuze, die toen werd gemaakt. Ik heb die niet gemaakt, maar ik kan die wel ergens begrijpen. Dat is toch wel belangrijk om te zeggen.

Ik zou het moeten herlezen, maar dat is ook iets wat ik lang heb moeten uitleggen, want in de commissie van de Hoge Raad voor de Justitie was er geen enkele parketmagistraat. Dus het begrip coördinatie was totaal vreemd aan de twee onderzoeksrechters in die commissie.

Eigenlijk denk ik, maar ik moet dat dus herlezen, dat het begrip coördinatie niet begrepen is. Het gaat over coördinatie. De federalisatie is na de coördinatie gebeurd. De coördinatie is eerst begonnen. In het kader van de coördinatie, het staat ook in het Wetboek van strafvordering, mag de federale procureur zelf dwingende instructies aan de lokale procureur geven, met de mogelijkheid tot beroep voor de PG, de lokale PG enzovoort.

Dat zijn twee verschillende mechanismen. Ik herinner me dat mij werd gezegd dat ik door de coördinatie zaken aan de onderzoeksrechter heb ontnomen. Dat werd weerlegd door de heer De Troy, dacht ik, maar dat klopt in elk geval niet.

Mijn enige opmerking – dat was mijn indruk toen ik voor de commissie kwam – is dat men zich veel beter door experts hadden moeten laten bijstaan. Het enige lid van het parket in die commissie was een lid van het parket-generaal van Brussel. Door omstandigheden was hij niet echter aanwezig. Er waren twee onderzoeksrechters, een advocaat die zich bezighoudt met familiezaken, een notaris enzovoort.

Dat is evenwel een heel technische zaak. Ik zou ervoor durven te pleiten dat de Hoge Raad voor de Justitie zich in een dergelijke commissie door experts laat bijstaan. Dat is immers een belangrijk verslag. Ik ga met veel dingen akkoord in dat verslag, ik wil niet alles vernietigen, maar voor sommige aspecten vind ik dat onterecht wordt gewezen naar de intentie van justitie om de procedure te laten duren, om de slachtoffers te benadelen. Dat is het geval met de beweringen over de mogelijkheid tot cassatie van dat arrest. Dat is niet juist. Ik kon niet in cassatie gaan. Zelfs als het mogelijk was geweest had ik nog twee

dagen om in cassatie te gaan, nadat ik de eed had afgelegd. Maar ik kon dus niet in cassatie gaan. Dat is niet wettelijk.

01.37 Axel Weydts (Vooruit): Daarom is het goed dat er een parlementaire onderzoekscommissie bestaat, zodat die dingen duidelijk worden. Ik denk dat iedereen die hier al gepasseerd is opmerkingen over het rapport van de Hoge Raad voor de Justitie heeft gemaakt. We gaan zeker en vast ook de Hoge Raad voor de Justitie zelf nog eens moeten confronteren met de verschillende opmerkingen die er gemaakt zijn in de vele hoorzittingen die we al hebben gehad.

Ik wil gewoon nog even ingaan op het feit dat dossiers naar de lokale parketten werden gestuurd. Als het gaat om vervolging en dergelijke, kan ik u daarin volgen. De opmerking van de Hoge Raad is echter dat de rode draad, namelijk schuldig verzuim, mogelijk niet meer dreigde gevonden te worden als die dossiers naar de lokale parketten worden gestuurd. De samenhang van de verschillende feiten, die zich manifesteert in het aspect schuldig verzuim, kon daardoor misschien niet meer onderzocht worden, zo merkt de Hoge Raad op.

01.38 Frédéric Van Leeuw: Het probleem is dat het niet tot de taak van de Hoge Raad behoort te bepalen wat al dan niet verjaard is. Dat leest u ook tussen de regels door in het rapport. De Hoge Raad kan maar moeilijk zijn bevindingen formuleren zonder zich in de plaats van de magistraat te zetten. Dat is wel een probleem. Al die zaken hebben wij overigens al gezegd. Ik heb dat ook gezegd in het begin van mijn hoorzitting bij de Hoge Raad. Op een bepaald moment kreeg ik van iemand de vraag of ik zeker wist dat het verjaard is. Ik heb geantwoord dat het hem niet toekwam om te bepalen of dat al dan niet verjaard is, zelfs al was hij magistraat. Dat is niet de taak van de Hoge Raad. De verjaring dient door een vonnisgerecht te worden uitgesproken.

Ik snap de vraag, maar ik ben het er niet mee eens. Het arrest van 2021 is heel duidelijk. Dat arrest legt ook de vraag over de samenhang uit, want het gaat onder meer over die drie burgerlijkepartijstellingen en het verschil met het voortgezet misdrijf. Ik vind dat een heel goed arrest. Het legt ook uit met welke burgerlijkepartijstellingen wij werden geconfronteerd.

Een burgerlijkepartijstelling is bijvoorbeeld gericht tegen de bisschop van Brussel tussen 1963 – enfin, ik weet niet meer precies welk jaar – en 1978. Ik heb berekend dat er in die periode vier

bisschoppen van Brussel zijn geweest. Dergelijke burgerlijkepartijstellingen kregen wij binnen.

Nog een voorbeeld is een partijstelling met onbepaalde datum tegenover de aartsbisschop van Brussel, zonder nadere bepaling om wie het ging of gaat. Ze worden genoemd in dat arrest, dat wordt hernomen. Zulke burgerlijkepartijstellingen hebben wij binnengekregen, voilà.

01.39 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Van Leeuw, er is al heel veel gezegd, dus ik heb al veel vragen kunnen schrappen.

Ook over de lange duur is al heel veel gezegd, maar ik heb daarover nog één vraag. U zegt dat de vordering die u in 2024 hebt genomen, eigenlijk grotendeels dezelfde was als degene die u in 2014 formuleerde, met verjaring en dader overleden. Wil dat laatste zeggen dat alle daders waarvan de raadkamer in 2025 vaststelde dat ze overleden waren, ook al in 2014 overleden waren? Weet u dat?

01.40 Frédéric Van Leeuw: (...) Een aantal daders van feiten die wij verjaard achtten, zijn ondertussen overleden. Dus dat was een reden te meer. Met het verstrijken van de jaren is een aantal verdachten overleden. Het betreft dan wel feiten die wij al verjaard achtten.

01.41 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Over de federalisering stelde ik ook een vraag aan uw collega Delmule. U zei daarnet dat federalisering vaak geen cadeau is. Ik kan dat begrijpen. Klassiek betreft dat situaties waarbij bijvoorbeeld georganiseerde criminaliteit aanwezig is in heel het land, met daders en feiten in verschillende arrondissementen, waarbij het dan zinvol is om te federaliseren en alles in één dossier te steken. In dat geval, neem ik aan, gaat u alle feiten, waar in het land die ook gepleegd zijn, samen onderzoeken, met één onderzoeksrechter en niet met verschillende onderzoeksrechters verdeeld over het land.

Kunt u dat even duiden, voor een normale zaak, los van Operatie Kelk? Wanneer een zaak wordt gefederaliseerd, wat doet u dan met het dossier? Wat blijft lokaal?

01.42 Frédéric Van Leeuw: Met betrekking tot de coördinatie is er heel veel mogelijk. Er is een – weliswaar zeer ruime – beschrijving in de wet van misdrijven waarvoor wij kunnen federaliseren. U sprak over arrondissementen, maar dat klopt niet, want het is de taak van de PG om in zijn eigen

grondgebied, van het hof van beroep, scheidsrechter te spelen.

Wanneer het echter over verschillende hoven van beroep gaat of wanneer er een internationaal aspect is, kan de zaak worden gefederaliseerd. Dat is natuurlijk op voorwaarde dat de betrokkene in een bepaalde categorie valt. Een criminele organisatie laat toe om heel veel te federaliseren.

Die beperking bestaat niet voor coördinatie. Dat is iets waarop de Nederlanders jaloers zijn. Zij hebben dat immers niet. De procureur van het landelijk parket heeft dat niet. Hij kan niet coördineren. Die coördinatie is een meerwaarde voor ons systeem. Wij kunnen in geval van een zaak die zowat overal wordt behandeld, de verschillende magistraten samenbrengen die met de zaak bezig zijn en samen met hen discussiëren over een richting die wij aan het dossier willen geven.

The sky is the limit op dat vlak. Wij kunnen, wat al verschillende keren is gebeurd, bepalen wie welk niveau neemt. Bijvoorbeeld, het federaal parket neemt het niveau criminele organisatie en de lokale parketten nemen bijvoorbeeld rondtrekkende bendes die overal in huizen binnendringen en waarbij de daders en uitvoerders gewoon werden opgepakt. Dat werd behouden op het niveau van het parket.

Dat kan ook toelaten om te kunnen beschikken over een waaier van mogelijkheden. In een dossier dat iemand coördineert, kunnen er verschillende onderzoeksrechters zijn. Er kan bijvoorbeeld een onderzoeksrechter zijn die in een parket is gelast met het luik witwassen en een andere die gelast is met indringing in huizen. Dat is ook een mogelijkheid.

De coördinatie betekent gewoon verschillende parketmagistraten bijeenbrengen en samen bekijken welke richting wordt genomen, met soms ook een mutualisering van alle capaciteiten van de politie. Wanneer er bijvoorbeeld verschillende onderzoeksrechters zijn, is er ook meer capaciteit op het niveau van de politie. Per onderzoek zijn er minimum één of twee speurders. Ik heb u al verteld dat wij daarentegen bij een groot onderzoek op een bepaald moment maar twee speurders ter beschikking hadden.

Dat is ook een mogelijkheid bij de coördinatie. De coördinatie kan eenmalig gebeuren, bijvoorbeeld om iets af te spreken. Wij beslissen bijvoorbeeld om overal tegelijkertijd huiszoekingen te doen in allerlei verschillende dossiers of tijdens een

bepaalde week. Dat hebben we dikwijls gedaan in kinderpornodossiers, waarbij we enorm veel adressen binnenkregen en mensen werden geïdentificeerd. We vroegen aan elk parket om binnen de week aan hun respectieve onderzoeksrechter te vragen om tijdens die week binnen te dringen bij de verdachten, teneinde te vermijden dat er sporen zouden worden gewist.

Binnen de coördinatie kunnen dus allerlei zaken worden afgesproken. Een federalisering betekent gewoon één dossier nemen en een saisine bepalen, zoals bij de onderzoeksrechter, en te beslissen dat men zich met een bepaald luik zal bezighouden. Dat is een beslissing die Johan Delmulle heeft genomen, dus ik zou liever hebben dat hij daarover uitleg verschaft. Ik heb dat dossier geërd.

Volgens mij wilde hij vermijden dat er overal verschillende beslissingen zouden worden genomen. Dat is wat wij soms vaststellen in bepaalde dossiers, namelijk dat bij sommige parketten – ik heb het dan niet over Kelk – gelijkaardige feiten geseponeerd worden terwijl ze bij andere parketten worden vervolgd. Dat is iets dat we kunnen oplossen met een coördinatie en soms met een federalisatie, bijvoorbeeld om te vermijden dat vijf onderzoeksrechters apart een rogatoire commissie naar Brazilië zouden sturen voor gelijkaardige feiten om hun eigen dossiers te voeden. Dan wordt een dossier soms gefederaliseerd, maar inderdaad, er zijn maar 34 magistraten bij het federaal parket. Dat aantal is aanzienlijk gegroeid, destijds waren er veel minder magistraten bij het federaal parket. Het federaal parket kan echter niet alles federaliseren. Ik hoop daarmee op uw vraag te hebben geantwoord.

01.43 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik stelde u die vraag om ze toe te passen op deze casus. Ik vind het op zich logisch dat het gefederaliseerd is omdat er heel veel feiten waren over het hele land. Waarom zijn er plots zoveel klachten binnengekomen? Omdat het vertrouwen bij de slachtoffers groeide dat er eindelijk een onderzoeksrechter was die het ernstig zou nemen, mijnheer De Troy.

Daarna werd het gefederaliseerd en ging het naar het federaal parket. Ik denk dat veel slachtoffers er vertrouwen in hadden. Het ging immers weg van hun lokale procureur, waarmee veel slachtoffers geen positieve ervaringen hadden. Integendeel, zij ervoeren dat er niets werd gedaan met hun klachten.

Die klachten werden dan gecentraliseerd bij het

federaal parket, maar daar besliste men om alleen het schuldig verzuim te behandelen en de dossiers zelf terug te sturen naar de lokale parketten. Begrijpt u dat dat vreemd overkomt bij de slachtoffers? Men heeft ons wel gezegd dat men aan de lokale parketten had gevraagd om hen op de hoogte te houden van het verloop van het dossier en dat, als er elementen van schuldig verzuim waren, zij dat moesten meedelen aan het federaal parket. We hebben echter ook gehoord dat er niet zoveel feedback is gekomen.

Voor mij geeft dat het gevoel dat men de zaak wel federaliseert, maar daarna opnieuw belangrijke delen van het onderzoek bijna defederaliseert. Zo komt het bij mij over. Dan stel ik me de vraag of de slachtoffers daar beter van zijn geworden. Zijn de onderzoeken dan wel tot op het bot gegaan? Heeft men de rode draden door de dossiers wel voldoende kunnen reconstrueren op die manier? Stel, in een ideale wereld, dat u niet over tweeëneenhalve speurder beschikte, maar over een groter pakket, zou het dan niet veel logischer zijn geweest om het volledige dossier dan centraal te onderzoeken?

01.44 Frédéric Van Leeuw: Ik weet niet of ik antwoord op uw vraag, maar eigenlijk gaat het over schuldig verzuim. Het gaat niet over de daders van de misbruiken, om duidelijk te zijn. Het gaat over mensen die mogelijk gedekt zijn en het probleem in het dossier is dat er twee dingen in zitten die eigenlijk niet tot het dossier behoren.

Ten eerste zijn dat de feiten van de beelden op de computer van Vangheluwe. Ik heb me altijd afgevraagd waarom dat in het dossier zat. Het stond in het dossier en het was ook moeilijk, gezien de publieke opinie, om te vragen aan de onderzoeksrechter om zich daarvan te ontlasten en dat dossier ergens anders heen te sturen.

Ten tweede – dat zegt het arrest van 2021 – zijn er de feiten met die pater in Brazilië. Daarvan zeggen ze dat er geen samenhang is. Wij zijn toen naar Brazilië gegaan. Het probleem is dat wij ervan overtuigd waren dat er iets was, maar dat geen enkel slachtoffer wou getuigen. We zaten daar dus met mogelijk misbruik, maar daar ging het gewoon over een rechtstreekse dader, dus dat behoorde eigenlijk ook niet tot de scope van schuldig verzuim. Dat is de kritiek die ik kan geven over het dossier, maar wij hebben het dossier gekregen dat wij hebben gekregen.

Ik kan mij niet in de plaats van mijn collega stellen, maar ik kan hem wel goed begrijpen. Vanaf het moment dat men, op het moment van de

tussenkomen en op het moment dat men het dossier federaliseert, vaststelt dat al die zaken eigenlijk verjaard zijn, ofwel dat de mogelijke daders van schuldig verzuim, die mogelijk gedekt zijn, gestorven zijn...

Ik snap dus wel dat hij geen 'levende' dossiers heeft toegevoegd aan dossiers die deze problematiek hebben. Ik begrijp heel goed de richting die is gegeven. Wat we misschien hadden kunnen doen, is een ander dossier maken met de 'levende' dossiers – ik weet het niet – maar die keuze werd destijds niet gemaakt omdat de 'levende' dossiers meestal tot vervolging hebben geleid bij de lokale parketten. Dat is een keuze die toen is gemaakt. Men kan zeggen dat dat een slechte keuze is. Dat zijn soms strategische keuzes die op een bepaald ogenblik moeten worden gemaakt. Ik zeg altijd dat het gemakkelijk is om daarna in de achteruitkijkspiegel te kijken. Dat is de enige uitleg die ik kan geven.

Voor de rest denk ik dat de heer Delmulle heel die lijst van C1 tot C8 uitgelegd heeft. Ik denk dat het wel tamelijk gerespecteerd is geweest. Het was ook de bedoeling om geen mammoetdossier te hebben. Het dossier was al groot genoeg. Als men een bijzonder groot dossier heeft, dan wordt het heel moeilijk om daarmee voor de raadkamer en voor de KI te passeren. Dat is een beetje wat wij proberen te doen, om gewoon sneller een antwoord aan de slachtoffers te geven, al is het geen veroordeling. Als het een te groot dossier wordt, dan wordt dat problematisch.

01.45 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): U zegt daarnet dat de meeste dossiers tot vervolging hebben geleid. U bedoelt de dossiers die naar de lokale parketten zijn gegaan?

01.46 Frédéric Van Leeuw: Een aantal dossiers werden geseponneerd. Ik ken niet al die redenen van de lokale parketten, maar er zijn er toch wel een aantal die tot een veroordeling hebben geleid.

01.47 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Daarnet zei u dat het ging over de meeste dossiers. Hebt u een goed zicht op de dossiers die naar de lokale parketten zijn gestuurd?

01.48 Frédéric Van Leeuw: Het behoort niet tot de bevoegdheid van de federale procureur. Het wordt ook heel slecht opgenomen door de andere parketten. Zou ik dan beginnen te controleren wat de anderen doen? Dat is niet mijn taak. Dat staat ook niet in de wet. Dat is niet mijn verantwoordelijkheid.

01.49 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Oké, maar dan is de conclusie dat u er geen zicht meer op hebt. De dossiers zijn gefederaliseerd...

01.50 Frédéric Van Leeuw: Dat is de verantwoordelijkheid van ieder parketmagistraat, van iedere procureur.

01.51 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Dat is mijn punt. Er wordt een beslissing genomen om te federaliseren. Men zegt: wij gaan het onderzoek over schuldig verzuim doen, de rest sturen we terug naar de lokale parketten. Daarna heeft men daar geen zicht meer op. Het is zoals u zegt, ze zullen ook niet aanvaarden dat men schoonvader of schoonmoeder speelt en te veel gaat controleren. Dan heeft men echter geen vat meer op wat ermee gebeurt en kan het zijn dat er overal ten lande totaal verschillende beslissingen worden genomen. De ene procureur besteedt er wel veel aandacht aan en hecht er belang aan, de andere veel minder.

01.52 Frédéric Van Leeuw: Ik denk dat die zaak verschillende keren te sprake is gekomen in het College van procureurs-generaal en dat iedere procureur-generaal eigenlijk vrij goed op de hoogte was van het dossier en van de stand van zaken. Men kan niet alles vragen aan de federale procureur. Ik heb de meeste tussenkomsten niet kunnen bekijken, want ik had gewoon geen tijd, maar volgens mij werd het verschillende keren besproken in het College van procureurs-generaal.

Iedere procureur-generaal is ook verantwoordelijk voor wat zich afspeelt op zijn eigen grondgebied. Ik wil niet spreken in de plaats van Johan Delmulle. Hij heeft dat vrij goed gedaan en vrij goed gekaderd. Ik ga akkoord met de onderzoeksrechter over de verschillende categorieën en dat hij daarna gerespecteerd werd. Dat werd ook besproken op het niveau van het College van procureurs-generaal, die ten minste geïnformeerd waren over hoe dat dossier zou worden behandeld. Men kan namelijk een dossier behandelen, dan een draad nemen en dan alles nemen, maar dan is men vandaag nog bezig. Dus dat is een strategische keuze die destijds werd genomen en die ik begrijp.

01.53 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Even ter verduidelijking: er is dus eigenlijk in geen enkel geval iemand verantwoordelijk bevonden voor schuldig verzuim, voor het niet-bieden van hulp aan de slachtoffers? Waren er op dat moment echt geen verantwoordelijken meer in leven of was dat ook allemaal verjaard? Was er geen enkele systematiek in de houding van de kerk tegenover die misdrijven?

01.54 Frédéric Van Leeuw: Ik herhaal: er waren er een aantal die verantwoordelijk waren, maar die reeds veroordeeld waren. *Non bis in idem*, dus dat kan niet. Dat gold voor de meeste mensen die verantwoordelijk waren voor schuldig verzuim.

In andere gevallen waren de feiten verjaard. De meeste mensen waren ook gestorven. Daar moet ik dus gewoon stoppen. Dat is de wet. Ik kan dan niet verder onderzoeken. Ik had dat misschien wel graag gewild. U moet niet denken dat ik hier voor mijn plezier ben. Ik zie dat ook niet graag gebeuren, al die verslagen van de Hoge Raad en het leed van de slachtoffers. Ik zou heel graag met een antwoord willen komen, maar ik heb mijn beperking in de wet en het is ook mijn taak om die te respecteren. In het kader van dit dossier zijn er dus een aantal dingen die we niet verder konden of mochten onderzoeken, omdat de mogelijke dader gestorven was.

Wat uw vraag over systematiek van de kerk betreft, er zijn zoveel verschillende overheden in de kerk dat er telkens apart moest worden gekeken voor die broederschap of voor dit bisdom, want de ene hebben niks te zeggen over de andere.

Als een speler van Anderlecht en een speler van Standard bijvoorbeeld misbruik plegen, dan kan men zeggen dat het beiden voetballers zijn. Dat is een beetje waarmee we geconfronteerd werden. We komen inderdaad van een periode – gelukkig is het bewustzijn daarover toegenomen – waarin die feiten geen aandacht trokken. Dat valt zeker te betreuren. Het gebeurde in de kerk, in sportclubs, binnen de familie, overal. Gelukkig bevinden we ons in een andere fase waarin we toch veel meer opletten voor kindermisbruik en misbruik van jonge mensen, want dat laat sporen na in iemands verdere leven.

Wat die mensen doen, is onvergeeflijk, maar volgens de huidige wet kan ik hen daarvoor niet voor de rechtbank brengen, tenzij bepaalde feiten onverjaarbaar zijn, zoals nu voor bepaalde seksuele misdrijven is vastgelegd. Dat biedt een oplossing, maar dan gaat het over de daders en niet over schuldig verzuim. Voor het schuldig verzuim moeten we onderzoeken wanneer die autoriteiten op de hoogte waren en dat valt zeer moeilijk te bewijzen. Daarom zijn zij die archieven gaan zoeken, want we moesten eerst bewijzen dat die mensen op de hoogte waren, of dat ze dat eerst hadden moeten weten of hadden moeten opmerken enzovoort. Het is niet zo evident om dat te bewijzen. Dat is nog minder evident dan te bewijzen wat er met de slachtoffers is gebeurd.

Ik zeg dat niet om mij te verdedigen. Schuldig verzuim is gewoon een ander misdrijf. Men moet al die elementen kunnen bewijzen. Dat is niet zo evident, vooral als het gaat over feiten van heel lang geleden. Dan moet men naar getuigenissen zoeken enzovoort. Dat is niet makkelijk. Op burgerlijk vlak zijn er volgens mij wel nog mogelijkheden. Ik denk dat de advocaat dat aan het proberen is. Op strafrechtelijk vlak bepaalt de wet echter dat het op een zeker moment stopt.

Le **président**: Y a-t-il des collègues qui veulent encore intervenir? Je ne vois personne se manifester. Je tiens donc à vous remercier.

01.55 Frédéric Van Leeuw: Je voudrais encore faire remarquer quelque chose.

Le **président**: Bien sûr.

01.56 Frédéric Van Leeuw: Le Conseil supérieur actuel est tout à fait différent du précédent. Je voudrais tout de même le faire remarquer.

Le **président**: Ce sera un point de difficulté dans le suivi qu'on pourrait y assurer. On est bien conscients de ça, je pense, pour un certain nombre d'entre nous.

Merci beaucoup pour votre présence, pour votre disponibilité et pour la qualité humaine de vos interventions. Je pense qu'on peut être sensible à tout ce que vous avez exprimé, à la fois sur le plan juridique, mais au-delà de ça. À titre personnel, en tout cas, je vous en suis reconnaissant.

Ceci clôture notre réunion de ce jour. Une excellente après-midi, un bon week-end à toutes et à tous.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 19.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.19 uur.

Lecture faite, persiste et signe,

.....
Frédéric Van Leeuw